

[Texte]

of specifications that are provided to the Department of Supply and Services. Oftentimes it is terribly resource intensive to write a generic specification when, in fact, the customer is quite happy with a commodity or service that they have right now and are asking for a duplicate of it.

• 1055

There is a difficulty with it. We are constantly in discussions with departments to ensure the competitive process. Basically, this is what is driving the Department of Supply and Services. As a service-based department, it puts us in a very difficult situation. As you can well understand, if a certain department comes to us and says it wants a particular commodity by brand name, we do not respond in this particular way. We have a national sourcing system that could provide them with opportunities that are available in the industry. They may not like it, but I can tell you we have had considerable success in demonstrating the cost savings associated with competition, as opposed to negotiated sole-source agreement.

Generally speaking, we are talking about a 20% saving. We are gradually winning in this regard. We have done a number of initiatives in the department to enhance the competitive mode of supplying goods and services to the department, as opposed to the opposite.

The Chairman: Last question, Mr. Cassidy, if you have one.

Mr. Cassidy: Yes. You still have not satisfied me. The Nielsen report, which I am sure you have studied, indicates some \$2 billion worth of goods is bought by DSS without competitive tendering. If you took the total amount, it accounts to something like 30% of your—

Mr. Smith: I think you have to appreciate, Mr. Cassidy, out of the \$2 billion, I would suggest probably 90% of it is with respect to spare parts and things of this kind that are associated with original equipment manufacturers of very sophisticated aircraft, very sophisticated weaponry systems, or very sophisticated ships. It is very difficult for anyone to determine that those parts would be more economically provided by another company, if the original manufacturer of the particular aircraft is providing the parts for the particular commodity.

However, we have an Advisory Committee on Repair and Overhaul, which is trying to see whether the spares and replenishments of certain stocks can be competed. If so, we are so doing. But this is what is causing the problem.

The Chairman: Mr. Holtmann, five minutes.

Mr. Cassidy: Mr. Chairman, on a point of order. I will not ask a question, but I will ask a question of you. Could we ask DSS to submit an analysis, giving their version and their response to the statements given on pages 110 to 115 in the

[Traduction]

aussi prendre en compte les devis soumis au ministère des Approvisionnements et Services. Souvent, il faut des ressources énormes pour rédiger un devis générique; or, le client est très satisfait du bien ou du service qu'il a et il demande simplement de continuer à pouvoir l'utiliser.

Cela présente des difficultés. Nous discutons constamment avec les ministères pour faire respecter le principe des concours. Fondamentalement, c'est ainsi que fonctionne le ministère des Approvisionnements et Services. C'est un ministère qui assure des services, et il se trouve de ce fait dans une position délicate. Comme vous le comprenez facilement, si un ministère nous demande de lui procurer un produit bien précis et en cite même la marque, nous ne procédons pas comme il l'exige. Nous disposons d'un réseau national d'approvisionnement qui peut mettre à la portée des ministères toute la gamme des produits fabriqués dans l'industrie. Cela risque de ne pas leur plaire, mais je peux vous dire que le MAS a su leur montrer que le régime des appels d'offres entraîne des économies, contrairement aux accords négociés avec un seul fournisseur.

En général, on obtient une économie de 20 p. 100. Nous sommes en train de remporter peu à peu la victoire sur ce plan. Nous avons pris un certain nombre de mesures au Ministère pour favoriser les concours et les appels d'offres lorsqu'il s'agit de fournir des biens et des services aux ministères.

Le président: Une dernière question, monsieur Cassidy, si vous en avez une.

M. Cassidy: Oui. Vous n'avez toujours pas répondu à ma question entièrement. Le rapport Nielsen, que vous avez étudié j'en suis sûr, précise que le MAS achète des biens d'une valeur approximative de 2 milliards de dollars sans recourir à des appels d'offres. Par rapport au montant total, cela représente à peu près 30 p. 100 de vos . . .

M. Smith: Monsieur Cassidy, vous devez comprendre que 90 p. 100 des 2 milliards de dollars ont sans doute servi à acheter des pièces de rechange chez les fabricants ayant fourni le matériel principal à l'origine: des avions très perfectionnés, des armes très sophistiquées ou des navires ultra-modernes. Il serait très difficile de montrer qu'il en coûterait moins cher d'obtenir lesdites pièces auprès d'une autre société, si le fabricant du système principal dispose lui-même des pièces nécessaires.

Cependant, nous avons un Comité consultatif des réparations et de la révision qui essaie d'établir s'il est possible de lancer des appels d'offres pour obtenir des pièces de rechange et se réapprovisionner en certains articles. Si tel est le cas, nous optons pour cette solution. Mais c'est là la source des difficultés.

Le président: Monsieur Holtmann, vous avez cinq minutes.

M. Cassidy: Monsieur le président, je fais appel au règlement. Je ne vais pas poser une question à M. Smith, mais à vous. Pourrait-on demander au MAS de nous présenter une analyse dans laquelle il nous donnera sa position sur les